

«Un génocide se produit et continue de se produire à Gaza» : des experts indépendants de l'ONU chargent Israël

Samuel Ravier-Regnat

Dans un rapport publié ce mardi 16 septembre, les membres d'une commission d'enquête des Nations unies accusent les autorités israéliennes de perpétrer un génocide dans l'enclave palestinienne, où près de 65 000 Palestiniens ont été tués depuis octobre 2023.

Soixante-douze pages qui tombent à pic. Ce mardi 16 septembre dans la matinée, quelques heures après le début d'une nouvelle opération terrestre israélienne contre la ville de [Gaza déjà ravagée par les bombes et la famine](#), les experts d'une commission d'enquête indépendante de l'ONU ont présenté à Genève [un rapport accablant pour l'Etat hébreu](#). «Un génocide se produit et continue de se produire à Gaza» et «la responsabilité incombe à l'Etat d'Israël», a dénoncé la présidente de la commission, Navi Pillay. Selon cette Sud-Africaine, ancienne présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda et juge à la Cour pénale internationale, «il est clair qu'il existe une intention de détruire les Palestiniens à Gaza par des actes répondant aux critères énoncés dans la Convention sur le génocide».

La commission estime que les autorités israéliennes ont commis «quatre des cinq actes génocidaires» définis par la Convention, approuvée par les Nations unies en 1948, au lendemain de la Shoah : «meurtre de membres du groupe, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, et mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe».

A l'appui de son argumentaire, elle cite notamment le nombre de victimes palestiniennes (près de 65 000 morts depuis octobre 2023, selon des chiffres jugés fiables par l'ONU), [le «siège total» de l'enclave](#) (soumise à un blocus humanitaire inconditionnel au printemps), ou encore [la «destruction systématique du système de santé et des infrastructures scolaires»](#).

«Preuves grandissantes»

Les auteurs du rapport accusent le président, Isaac Herzog, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant d'avoir, par leurs déclarations publiques, «incité à commettre un génocide». Dès le 9 octobre 2023, par exemple, le troisième nommé avait déclaré que Tsahal combattait à Gaza des «animaux humains» et devait «agir en conséquence».

Mardi, par voie de communiqué, le ministère des Affaires étrangères israélien a brocardé un «rapport biaisé et mensonger». Il a réclamé la dissolution immédiate de cette commission d'enquête mise sur pied en 2021 par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour enquêter sur les atteintes aux droits humains commises en Israël et dans les territoires palestiniens.

Le groupe d'experts compte trois membres au total. Outre la présidente Navi Pillay, accusée par Tel-Aviv et Washington de parti pris anti-Israël depuis plus de dix ans, on y trouve l'universitaire indien Miloon Kothari et l'Australien Chris Sidoti, qui a coprésidé [une mission onusienne sur le massacre des Rohingyas au Myanmar](#). Tous les trois ont annoncé au mois de juillet leur démission pour diverses raisons personnelles, et leur mandat doit s'achever cet automne. Experts indépendants, ils ne s'expriment pas directement au nom de l'ONU. Mais ils ont été confortés par Völker Turk, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'organisation internationale, qui a affirmé ce mardi qu'il existe des «*preuves grandissantes*» de la commission d'un génocide dans la bande de Gaza.

«Allez-vous agir ?»

Portée depuis des mois par les principales ONG de défense des droits humains comme Amnesty International ou Human Rights Watch, [relayée dès janvier 2024 par la Cour internationale de justice](#) qui avait ordonné à Israël de «*prévenir et punir*» l'incitation au «*génocide*», [l'accusation avait déjà percé aux Nations unies au mois de mai](#). «*Allez-vous agir, de façon décisive, pour empêcher un génocide et garantir le respect du droit humanitaire international ?*» avait lancé Tom Fletcher, le chef des opérations humanitaires de l'ONU, devant les représentants du Conseil de sécurité. Une première pour un très haut responsable de l'organisation internationale. Le 1er septembre, l'Association internationale des chercheurs sur le génocide, qui fédère 500 universitaires à travers le monde, a conclu à son tour que «*les politiques et les actions d'Israël à Gaza répondent à la définition juridique du génocide*».

A quelques jours d'un événement à New York sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine par plusieurs pays ([notamment la France et le Royaume-Uni](#)) en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, Navi Pillay a appelé à la mobilisation générale pour mettre fin au massacre. «*La communauté internationale ne peut rester silencieuse face à la campagne génocidaire lancée par Israël contre le peuple palestinien à Gaza, a-t-elle déclaré. Lorsque des signes et des preuves manifestes de génocide apparaissent, l'absence d'action pour y mettre fin équivaut à une complicité.*» Les éléments rassemblés par la commission seront partagés avec la Cour pénale internationale qui pourra s'en servir dans le cadre de ses [enquêtes contre Benjamin Nétanyahou et Yoav Gallant](#).

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)